



## Évolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 31 décembre 2015

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'activité économique mondiale est restée languissante en 2015 avec une croissance estimée à 3,1 %. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui représentent plus de 70 % de l'économie mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés.

Le rééquilibrage de l'économie chinoise, la baisse des cours des produits de base, le ralentissement généralisé dans les pays émergents et la sortie progressive de conditions monétaires accommodantes aux États-Unis continueront de peser sur les perspectives de croissance 2016-2017. Ainsi la croissance mondiale devrait atteindre 3,4 % en 2016 et 3,6 % en 2017, soit une révision globale à la baisse de 0,2 % par rapport aux précédentes prévisions.

Toujours selon le FMI, dans la zone euro, l'augmentation de la consommation privée, qui s'explique par la baisse des prix du pétrole et les conditions financières favorables, permet de compenser un fléchissement des exportations nettes. Pour la zone euro, les prévisions de croissance devraient s'établir à +1,7 % pour les deux années à venir.

La prévision de croissance de la France a été revue à la baisse et devrait s'établir à +1,3 % (contre +1,5 % prévu précédemment).

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 10 mars 2016, a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base à 0,00 %, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 5 points de base à 0,25 % et le taux d'intérêt de la facilité de dépôt de 10 points de base à -0,40 %. Par ailleurs, le Conseil a arrêté une série de mesures complétant le programme d'achat de titres (APP) et a annoncé des modifications des critères de l'APP dans le cadre de la poursuite de son objectif de stabilité des prix : « Cet ensemble exhaustif mettra à profit les synergies existant entre les différents instruments et a fait l'objet d'un calibrage permettant d'assouplir encore davantage les conditions de financement, de stimuler la fourniture de nouveaux crédits et de renforcer par là la dynamique de la reprise économique dans la zone euro et d'accélérer le retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ». « [...], le Conseil des gouverneurs, prenant en compte les perspectives actuelles de stabilité des prix, prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée [...] ».

### SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

#### Bonne orientation de l'activité bancaire

Dans un contexte économique marqué par un indicateur du climat des affaires à nouveau au plus bas, l'activité bancaire est restée globalement dynamique.

L'encours brut total des crédits octroyés par les établissements locaux s'établit à 726,7 milliards de F CFP fin décembre 2015. Il progresse de 21 milliards de F CFP par rapport à décembre 2014, soit un rythme de croissance de 3,0 %, contre +1,5 % un an auparavant. Comme chaque année, la progression des crédits s'est concentrée sur le second semestre (+2,7 %, contre +0,2 % au cours du 1<sup>er</sup> semestre).

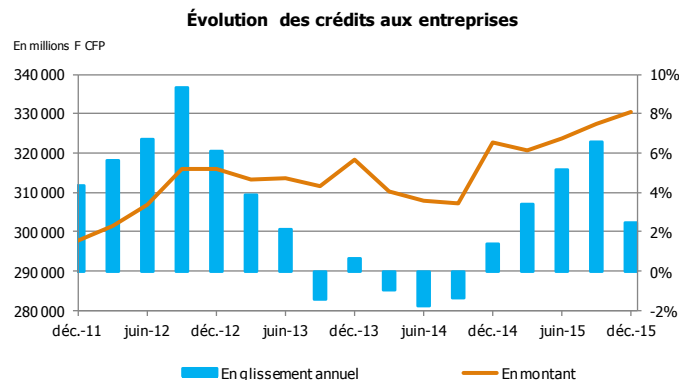
Les crédits sains aux entreprises progressent de +2,4 % en glissement annuel, et ceux destinés aux ménages de 3,4 % (contre respectivement +1,4 % et +1,5 % un an auparavant). La progression des encours de crédits aux collectivités locales ralentit en revanche (+4,7 %, après +12,1 % en 2014). La qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux reste globalement maîtrisée, même si le taux de créances douteuses progresse légèrement (+0,2 point, à 3,1 %), suite à l'augmentation de 8,3 % des créances douteuses brutes.

L'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques accélère lui aussi, progressant de 4,5 % sur un an à fin décembre 2015 (contre +2,5 % sur la même période un an plus tôt). La collecte nette s'établit à 32,8 milliards de F CFP, portant l'encours des dépôts à 766 milliards de F CFP, dont 80 % détenus localement. Dans ce contexte, le solde emplois-ressources des banques locales s'améliore, avec une réduction de 7,0 % du déficit observé. Conjuguée à la baisse rapide des réserves obligatoires et libres, cette évolution du solde emplois-ressources permet à la position extérieure nette de la place, structurellement déficitaire, de s'améliorer significativement.

## Légère accélération de la croissance des crédits aux entreprises

L'encours sain des **crédits aux entreprises** s'établit à 330 milliards de F CFP à fin décembre 2015, en progression de 2,4 % en glissement annuel, soit 1 point de plus qu'en 2014. Cette progression, proche de celle observée en France métropolitaine sur la même période (+2,8 %), est concentrée sur le second semestre (+2,1 %, contre +0,4 % au cours du premier semestre).

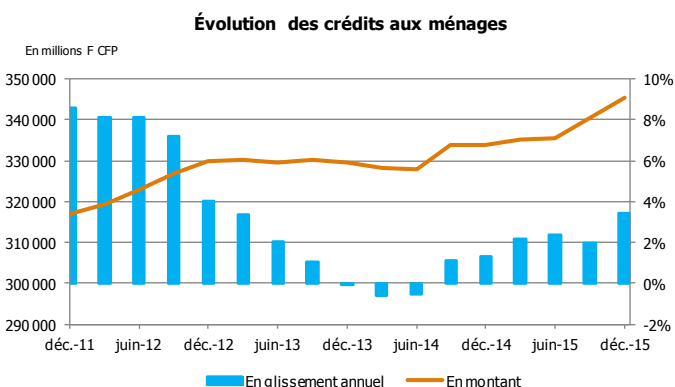
Le **financement de l'investissement**, qui représente 56,1 % des encours de crédits octroyés aux entreprises, se stabilise (+0,3 % sur un an, contre +5,3 % un an auparavant). Dans le détail, les crédits à l'équipement progressent légèrement sur un an (+0,7 %), alors que le crédit-bail se contracte (-6,6 %). Les **crédits d'exploitation** se redressent (+6,3 % en glissement annuel, après -10,3 % un an plus tôt), soutenus par la hausse significative des crédits de trésorerie (+10,7 %). Bien qu'elle ralentisse, la progression des **crédits immobiliers** reste rapide (+8,4 % sur un an, après +16,1 % l'année précédente).



## Bonne performance des crédits aux ménages

L'encours des **crédits aux ménages** atteint 345 milliards de F CFP, en hausse de 3,4 % en glissement annuel (contre +1,3 % un an auparavant). Après avoir connu une croissance modérée au premier semestre 2015 (+0,5 %), l'encours progresse sensiblement au cours du second semestre 2015 (+2,9 %).

L'encours des **crédits à l'habitat**, qui représentent 81 % des crédits accordés aux ménages calédoniens, progresse de 5,2 % en glissement annuel (après +1,7 % au cours de l'année précédente), soit un niveau supérieur à celui observé en France métropolitaine (+4,1 %). Cette orientation favorable est principalement liée aux promotions immobilières, la loi de pays sur la défiscalisation des logements intermédiaires (dont la prolongation jusqu'en 2018 a été annoncée en cours d'année) ayant joué pleinement ses effets en 2015.



En revanche, la baisse des **crédits à la consommation** se confirme (-1,2 % sur un an après -0,4 % l'année précédente). La hausse de 1,8 % sur le second semestre ne permet pas de compenser la baisse de 2,9 % enregistrée au premier semestre. Dans le détail, l'encours des crédits de trésorerie diminue de 2,6 % sur un an, alors que le crédit-bail se renforce (+2,8 %), de même que l'encours, relativement marginal, des comptes ordinaires débiteurs (+4,6 %).

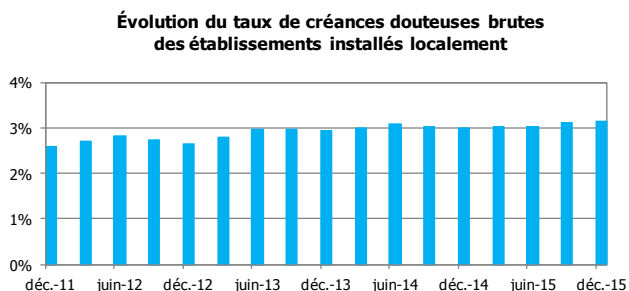
## Évolutions contrastées des crédits aux collectivités locales et aux autres agents

La progression de l'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** (13,5 milliards de F CFP) ralentit nettement (+4,7 % sur un an, après +12,1 % un an auparavant). Les crédits d'investissement (79 % du total des crédits aux collectivités locales) se stabilisent (-0,2 % sur un an), alors qu'ils avaient très fortement progressé au cours de l'année précédente (+26,7 % en glissement annuel à fin décembre 2014).

Parallèlement, l'encours des **crédits aux autres agents** diminue de 5,0 %, pour s'établir à 14,5 milliards de F CFP.

## Légère augmentation de la sinistralité

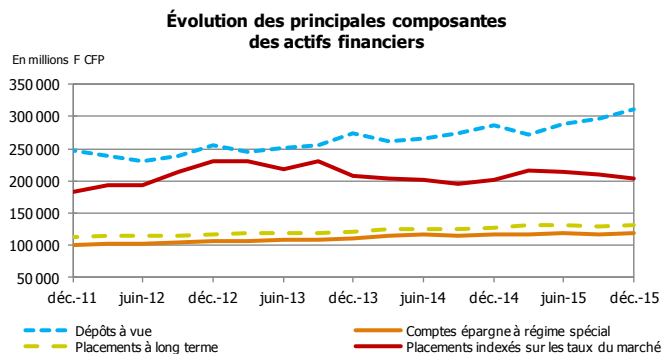
L'encours des **créances douteuses brutes** déclarées par les établissements de crédit locaux augmente de manière sensible (+8,3 % sur un an, après +3,0 % un an auparavant), pour s'établir à 22,8 milliards de F CFP. Cette progression est plus rapide que celle de l'encours brut total (+3,0 % sur la même période), mais le relèvement induit du taux des créances douteuses reste cependant limité (+0,2 point). Les créances douteuses brutes représentent fin 2015 3,1 % de l'encours brut total, et sont provisionnées à hauteur de 59,8 % (+0,4 pt sur un an).



## Nette progression des actifs financiers pour tous les segments de clientèle

L'encours des **dépôts collectés par le système bancaire local** augmente de 4,5 % sur un an (après +2,5 % courant 2014), pour s'établir à 766 milliards de F CFP à fin décembre 2015.

La collecte annuelle nette de dépôts est soutenue pour toutes les catégories d'épargnants. Les actifs financiers des sociétés non financières (un tiers de l'encours total) progressent de 6,2 % sur un an, principalement tirés par la bonne tenue des dépôts à vue (+11,3 % en glissement annuel). Les dépôts des ménages (52 % du total) augmentent de 3,3 %, portés eux aussi par la progression soutenue des dépôts à vue (+8,4 %) et, dans une moindre mesure, par la bonne tenue de l'épargne à long terme (+2,4 %). Enfin, les dépôts des autres agents (14 % du total) rebondissent (+4,7 %, après -8,7 % l'année précédente).



### Une collecte importante sur les supports gérés localement

L'encours total des dépôts gérés localement, qui représentent 80 % de la collecte auprès des clientèles calédoniennes, progresse de 5,5 %, pour s'établir à 616 milliards de F CFP.

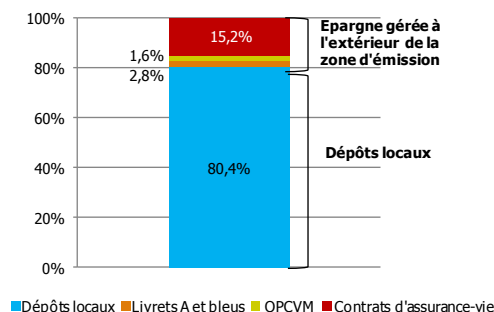
Cette évolution favorable est portée principalement par le dynamisme **des dépôts à vue** (+9,1 %, ce qui représente 26 milliards de F CFP de collecte annuelle nette). L'encours des **comptes d'épargne à régime spécial** progresse de 4,6 % sur un an, soutenu par la hausse des livrets ordinaires et des plans d'épargne logement (respectivement +4,1 % et +19,8 %), sur un an, soutenu par la hausse des livrets ordinaires et des plans d'épargne logement (respectivement +4,1 % et +19,8 %), les taux de rémunération de ces derniers devenant plus avantageux que ceux proposés par d'autres produits. Les **placements indexés sur les taux du marché** affichent une croissance plus modérée (+0,9 %), la progression sensible des certificats de dépôt permettant de compenser la baisse des comptes créditeurs à terme.

### Stabilité des placements hors zone d'émission

Parallèlement aux dépôts sur des supports locaux, le système bancaire calédonien collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables dans le cadre de son activité de financement, et gérés hors de la zone d'émission. Sur un an, ces avoirs sont quasiment stables (+0,3 %), mais les évolutions par produit sont contrastées.

Dans le détail, l'encours des livrets A et bleus, à 21,4 milliards de F CFP, se contracte (-4,5 %, après +1,5 % en 2014), compte tenu de leur moindre attractivité suite à la révision à la baisse de leur taux de rémunération, ramené à 0,75 % le 1<sup>er</sup> août 2015. L'encours des OPCVM monétaires (2,1 milliards de F CFP) continue de se replier fortement (-34,4 % sur un an, après -47 % courant 2014). L'encours des contrats d'assurance-vie, qui constitue le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission avec un encours de 116 milliards de F CFP, voit son rythme de croissance ralentir (+2,4 % sur un an, après +6,5 %).

**Répartition des dépôts**



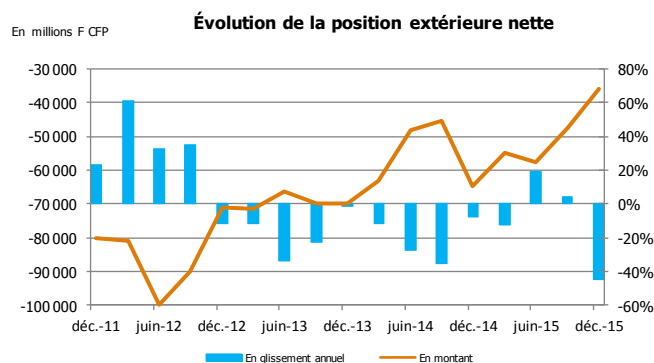
## Amélioration du solde emplois-ressources des établissements de crédit locaux

### Bonne performance de la position extérieure nette

Sur un an, le système bancaire local enregistre une amélioration de son solde emplois-ressources clientèle, qui baisse de 9,5 milliards de F CFP (soit -7,0 %). Cette évolution favorable s'explique d'une part par une collecte de dépôts plus importante que la progression des crédits bruts (+5,3 % contre +3,0 %), et d'autre part par la diminution sensible (-29,7 %) des réserves auprès de l'IEOM (réserves obligatoires et réserves libres). Les dépôts collectés couvrent ainsi près de 83 % des ressources locales des établissements calédoniens.

Parallèlement, la position extérieure nette s'améliore de manière significative. Ainsi, le solde entre les avoirs des établissements de crédit et leurs engagements hors de la zone d'émission, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, se contracte de 44,8 % en glissement annuel, ce qui représente une amélioration de 29 milliards de F CFP.

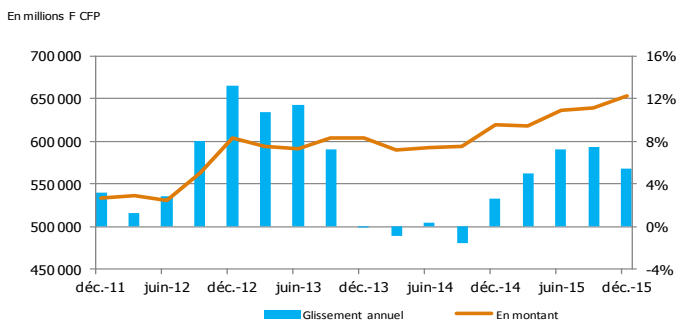
Cette orientation favorable s'explique principalement par un fort recul des réserves auprès de l'IEOM, qui s'élèvent à 36 milliards de F CFP à fin décembre 2015, contre 51 milliards de F CFP un an auparavant. Cette diminution sensible est imputable à celle des placements sur les comptes de dépôts rémunérés (réserves libres).



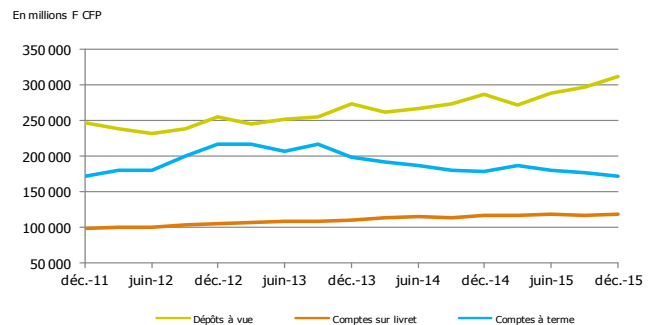
## Progression sensible de la masse monétaire

La masse monétaire M3 augmente de 5,4 % sur les douze derniers mois (+2,6 % au cours du 2<sup>d</sup> semestre), pour s'établir à 653 milliards de F CFP. Cette évolution favorable est imputable à la hausse des dépôts à vue (+9,1 %, soit 26 milliards de F CFP supplémentaires), ainsi qu'à celle des titres de créances négociables (+8,5 milliards de F CFP). Par ailleurs, la circulation fiduciaire progresse de 17,6 % sur l'année.

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire

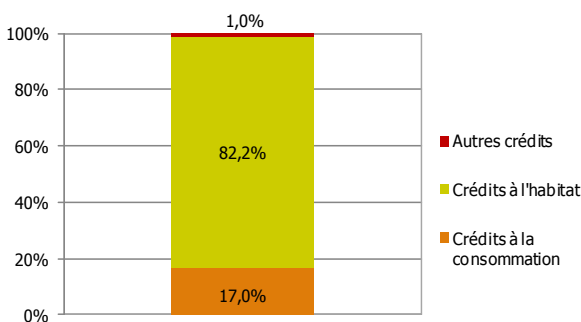


## ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

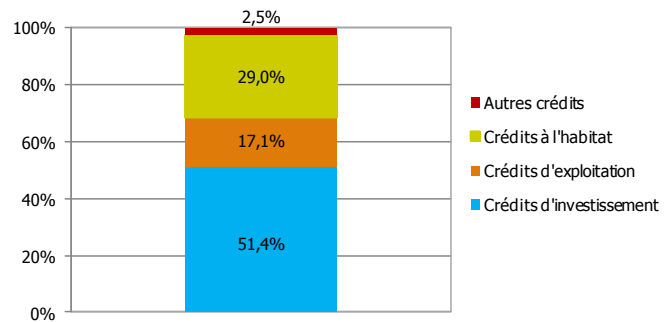
En complément des opérations réalisées auprès du système bancaire local, les agents économiques calédoniens ont recours à des financements auprès d'établissements situés hors de la zone d'émission.

À fin décembre 2015, l'encours brut total des crédits octroyés aux agents économiques calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient ou non installés dans la zone d'émission) atteint 1 068 milliards de F CFP, en progression de 5,2 % en glissement annuel (+3,4 % un an auparavant). Les crédits aux entreprises progressent de 3,2 % (après +1,1 %), et ceux destinés aux ménages de 4,9 % (après +2,1 %). L'encours des crédits aux collectivités locales s'accroît de 12,1 % sur un an (après +27,2 % en 2014), pour atteindre 106 milliards de F CFP à fin décembre 2015. La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 32,1 % du total des engagements (+1,5 point sur un an). Elle est de 21,3 % sur la clientèle des ménages et de 30,0 % sur les entreprises, mais représente 87,2 % des crédits aux collectivités locales (+0,9 point sur un an).

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



### MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

## Le système bancaire local

### Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-11	déc.-12	déc.-13	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	15 931	17 351	16 069	17 363	16 935	17 934	17 847	20 411	13,8%	17,6%
<i>Billets</i>	14 233	15 547	14 182	15 344	14 909	15 891	15 777	18 308	15,2%	19,3%
<i>Pièces</i>	1 698	1 804	1 887	2 019	2 026	2 043	2 070	2 103	2,9%	4,2%
Dépôts à vue	246 501	255 688	273 632	286 353	272 650	289 450	297 211	312 361	7,9%	9,1%
<b>TOTAL M1</b>	<b>262 432</b>	<b>273 039</b>	<b>289 701</b>	<b>303 716</b>	<b>289 585</b>	<b>307 384</b>	<b>315 058</b>	<b>332 772</b>	<b>8,3%</b>	<b>9,6%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>99 559</b>	<b>106 202</b>	<b>111 050</b>	<b>116 850</b>	<b>116 927</b>	<b>118 836</b>	<b>116 629</b>	<b>119 644</b>	<b>0,7%</b>	<b>2,4%</b>
Comptes sur livrets	98 942	105 583	110 420	116 325	116 415	118 326	116 128	119 150	0,7%	2,4%
Comptes épargne logement	617	619	630	525	512	510	501	494	-3,1%	-5,9%
<b>TOTAL M2</b>	<b>361 991</b>	<b>379 241</b>	<b>400 751</b>	<b>420 566</b>	<b>406 512</b>	<b>426 220</b>	<b>431 687</b>	<b>452 416</b>	<b>6,1%</b>	<b>7,6%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>171 444</b>	<b>224 565</b>	<b>202 832</b>	<b>198 978</b>	<b>212 063</b>	<b>210 432</b>	<b>207 605</b>	<b>200 792</b>	<b>-4,6%</b>	<b>0,9%</b>
Dépôts à terme	171 308	216 234	198 128	178 698	187 049	180 444	177 505	171 949	-4,7%	-3,8%
Titres de créance négociables	0	8 290	4 665	20 280	25 014	29 988	30 100	28 843	-3,8%	42,2%
Bons de caisse	136	41	39	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>TOTAL M3</b>	<b>533 435</b>	<b>603 806</b>	<b>603 583</b>	<b>619 544</b>	<b>618 575</b>	<b>636 652</b>	<b>639 292</b>	<b>653 208</b>	<b>2,6%</b>	<b>5,4%</b>
<b>P1</b>	<b>3 883</b>	<b>3 640</b>	<b>3 527</b>	<b>3 984</b>	<b>4 247</b>	<b>4 419</b>	<b>4 533</b>	<b>4 757</b>	<b>7,6%</b>	<b>19,4%</b>
Plans d'épargne logement	3 785	3 496	3 338	3 771	4 043	4 164	4 291	4 517	8,5%	19,8%
Autres compte d'épargne à régime spécial	98	144	189	213	204	255	242	240	-5,9%	12,7%
<b>M3+P1</b>	<b>537 318</b>	<b>607 446</b>	<b>607 110</b>	<b>623 528</b>	<b>622 822</b>	<b>641 071</b>	<b>643 825</b>	<b>657 965</b>	<b>2,6%</b>	<b>5,5%</b>

### Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-11	déc.-12	déc.-13	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	1 sem	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>103 590</b>	<b>153 792</b>	<b>138 699</b>	<b>139 112</b>	<b>145 900</b>	<b>153 880</b>	<b>148 199</b>	<b>161 352</b>	<b>4,9%</b>	<b>16,0%</b>
Institut d'émission	36 986	54 549	54 361	57 195	56 230	66 091	61 174	58 877	-10,9%	2,9%
Etablissements de crédit	66 604	99 243	84 338	81 917	89 670	87 789	87 025	102 475	16,7%	25,1%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>18 255</b>	<b>21 065</b>	<b>22 095</b>	<b>24 172</b>	<b>22 547</b>	<b>23 104</b>	<b>24 446</b>	<b>24 365</b>	<b>5,5%</b>	<b>0,8%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>411 590</b>	<b>428 949</b>	<b>442 789</b>	<b>456 260</b>	<b>450 128</b>	<b>459 668</b>	<b>466 647</b>	<b>467 491</b>	<b>1,7%</b>	<b>2,5%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	658 978	689 787	695 153	705 770	703 530	707 415	716 208	726 702	2,7%	3,0%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	247 388	260 838	252 364	249 510	253 402	247 747	249 561	259 211	4,6%	3,9%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	52 735	57 100	61 314	66 445	66 948	71 030	70 612	70 572	-0,6%	6,2%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	11 346	11 825	12 455	12 533	12 777	13 150	13 362	13 653	3,8%	8,9%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	146 888	170 265	154 320	146 700	144 701	145 299	134 306	138 209	-4,9%	-5,8%
<i>Epargne contractuelle</i>	3 883	3 640	3 527	3 985	4 247	4 419	4 533	4 756	7,6%	19,3%
<i>Divers</i>	32 536	18 008	20 748	19 847	24 729	13 849	26 748	32 021	131,2%	61,3%
<b>Total M3</b>	<b>533 435</b>	<b>603 806</b>	<b>603 583</b>	<b>619 544</b>	<b>618 575</b>	<b>636 652</b>	<b>639 292</b>	<b>653 208</b>	<b>2,6%</b>	<b>5,4%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-80 284</b>	<b>-71 022</b>	<b>-69 982</b>	<b>-64 783</b>	<b>-55 031</b>	<b>-57 510</b>	<b>-47 281</b>	<b>-35 734</b>	<b>-37,9%</b>	<b>-44,8%</b>

### Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-11	déc.-12	déc.-13	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	1 sem	1 an
<b>Emplois</b>	<b>677 422</b>	<b>737 502</b>	<b>739 541</b>	<b>756 938</b>	<b>755 838</b>	<b>770 014</b>	<b>765 038</b>	<b>762 682</b>	<b>-1,0%</b>	<b>0,8%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	658 978	689 787	695 153	705 770	703 530	707 415	716 208	726 702	2,7%	3,0%
Réserves obligatoires et libres	18 444	47 715	44 388	51 168	52 308	62 599	48 830	35 980	-42,5%	-29,7%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ressources</b>	<b>677 422</b>	<b>737 502</b>	<b>739 541</b>	<b>756 938</b>	<b>755 838</b>	<b>770 014</b>	<b>765 038</b>	<b>762 682</b>	<b>-1,0%</b>	<b>0,8%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	495 119	560 173	559 364	571 291	573 776	590 091	591 319	601 656	2,0%	5,3%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	64 081	68 925	73 770	78 978	79 724	84 180	83 974	84 225	0,1%	6,6%
Excédent des opérations diverses des EC	18 630	18 495	25 310	24 124	29 092	20 507	25 652	23 316	13,7%	-3,3%
Réescampte	19 308	18 887	11 114	17 762	18 215	17 725	16 812	17 751	0,1%	-0,1%
Position extérieure nette des EC (si négative)	80 284	71 022	69 983	64 783	55 031	57 511	47 281	35 734	-37,9%	-44,8%
<b>Solde emplois-ressources clientèle</b>	<b>163 859</b>	<b>129 614</b>	<b>135 789</b>	<b>134 479</b>	<b>129 754</b>	<b>117 324</b>	<b>124 889</b>	<b>125 046</b>	<b>6,6%</b>	<b>-7,0%</b>

## Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>208 887,9</b>	<b>247 280,2</b>	<b>227 681,8</b>	<b>240 543,6</b>	<b>239 838,9</b>	<b>242 143,5</b>	<b>251 668,6</b>	<b>255 514,2</b>	<b>5,5%</b>	<b>6,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>120 351,2</b>	<b>125 292,1</b>	<b>132 860,6</b>	<b>143 130,9</b>	<b>135 377,3</b>	<b>135 366,2</b>	<b>149 113,0</b>	<b>159 345,5</b>	<b>17,7%</b>	<b>11,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>87 169,7</b>	<b>119 053,0</b>	<b>93 488,7</b>	<b>96 794,5</b>	<b>103 562,7</b>	<b>105 736,6</b>	<b>101 593,4</b>	<b>95 279,1</b>	<b>-9,9%</b>	<b>-1,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	173,6	112,0	99,0	133,3	124,5	118,1	100,8	84,8	-28,2%	-36,4%
Placements indexés sur les taux de marché	86 996,1	118 941,0	93 389,7	96 661,3	103 438,2	105 618,5	101 492,6	95 194,3	-9,9%	-1,5%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>81 068,1</i>	<i>106 125,6</i>	<i>84 033,7</i>	<i>74 054,4</i>	<i>75 097,5</i>	<i>72 839,5</i>	<i>70 026,7</i>	<i>64 998,9</i>	<i>-10,8%</i>	<i>-12,2%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>5 928,0</i>	<i>4 525,8</i>	<i>4 691,1</i>	<i>2 326,6</i>	<i>3 326,9</i>	<i>2 791,2</i>	<i>1 365,8</i>	<i>1 352,0</i>	<i>-51,6%</i>	<i>-41,9%</i>
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>8 289,7</i>	<i>4 664,9</i>	<i>20 280,2</i>	<i>25 013,8</i>	<i>29 987,9</i>	<i>30 100,1</i>	<i>28 843,3</i>	<i>-3,8%</i>	<i>n.s</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 367,0</b>	<b>2 935,2</b>	<b>1 332,6</b>	<b>618,1</b>	<b>898,8</b>	<b>1 040,7</b>	<b>962,3</b>	<b>889,6</b>	<b>-14,5%</b>	<b>43,9%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>1 336,1</i>	<i>2 897,8</i>	<i>1 288,2</i>	<i>581,4</i>	<i>853,5</i>	<i>998,7</i>	<i>924,9</i>	<i>856,7</i>	<i>-14,2%</i>	<i>47,4%</i>
<b>Ménages</b>	<b>345 764,8</b>	<b>358 988,0</b>	<b>376 116,7</b>	<b>390 388,5</b>	<b>391 211,9</b>	<b>398 348,6</b>	<b>391 181,1</b>	<b>403 440,1</b>	<b>1,3%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>103 894,6</b>	<b>103 789,2</b>	<b>109 167,6</b>	<b>112 989,3</b>	<b>110 916,8</b>	<b>118 611,2</b>	<b>116 343,0</b>	<b>122 476,1</b>	<b>3,3%</b>	<b>8,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>131 319,0</b>	<b>141 703,7</b>	<b>147 959,0</b>	<b>151 837,9</b>	<b>151 355,7</b>	<b>150 961,5</b>	<b>148 060,4</b>	<b>152 389,7</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	95 224,0	101 932,6	106 784,9	112 172,8	112 191,9	113 793,3	111 585,9	114 920,1	1,0%	2,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>77 012,5</i>	<i>80 821,3</i>	<i>84 055,3</i>	<i>89 208,5</i>	<i>89 543,4</i>	<i>91 398,9</i>	<i>89 460,6</i>	<i>92 953,0</i>	<i>1,7%</i>	<i>4,2%</i>
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>17 182,4</i>	<i>20 074,8</i>	<i>21 669,7</i>	<i>21 973,9</i>	<i>21 673,0</i>	<i>21 416,3</i>	<i>21 156,2</i>	<i>20 987,9</i>	<i>-2,0%</i>	<i>-4,5%</i>
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>411,8</i>	<i>418,0</i>	<i>430,3</i>	<i>465,0</i>	<i>463,5</i>	<i>468,4</i>	<i>467,7</i>	<i>485,2</i>	<i>3,6%</i>	<i>4,3%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>617,3</i>	<i>618,5</i>	<i>629,6</i>	<i>525,5</i>	<i>511,9</i>	<i>509,7</i>	<i>501,4</i>	<i>494,1</i>	<i>-3,1%</i>	<i>-6,0%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	36 095,0	39 771,2	41 174,1	39 665,1	39 163,9	37 168,2	36 474,5	37 469,6	0,8%	-5,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>30 537,5</i>	<i>38 443,9</i>	<i>40 244,5</i>	<i>38 867,0</i>	<i>38 332,2</i>	<i>36 397,3</i>	<i>35 756,7</i>	<i>36 785,5</i>	<i>1,1%</i>	<i>-5,4%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>136,1</i>	<i>40,5</i>	<i>39,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>5 421,4</i>	<i>1 286,8</i>	<i>890,5</i>	<i>798,1</i>	<i>831,6</i>	<i>770,9</i>	<i>717,8</i>	<i>684,1</i>	<i>-11,3%</i>	<i>-14,3%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>110 551,1</b>	<b>113 495,1</b>	<b>118 990,0</b>	<b>125 561,3</b>	<b>128 939,4</b>	<b>128 775,9</b>	<b>126 777,7</b>	<b>128 574,3</b>	<b>-0,2%</b>	<b>2,4%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>3 784,9</i>	<i>3 496,0</i>	<i>3 337,6</i>	<i>3 770,5</i>	<i>4 043,5</i>	<i>4 163,7</i>	<i>4 290,7</i>	<i>4 516,5</i>	<i>8,5%</i>	<i>19,8%</i>
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>98,2</i>	<i>144,2</i>	<i>188,6</i>	<i>213,4</i>	<i>203,9</i>	<i>255,3</i>	<i>242,0</i>	<i>239,8</i>	<i>-6,1%</i>	<i>12,4%</i>
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>3 944,0</i>	<i>4 856,9</i>	<i>5 377,5</i>	<i>4 296,7</i>	<i>4 643,8</i>	<i>4 368,0</i>	<i>4 006,0</i>	<i>3 979,4</i>	<i>-8,9%</i>	<i>-7,4%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>2 733,8</i>	<i>1 875,6</i>	<i>3 268,3</i>	<i>3 548,0</i>	<i>3 802,6</i>	<i>3 731,7</i>	<i>3 484,7</i>	<i>3 388,5</i>	<i>-9,2%</i>	<i>-4,5%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>99 990,1</i>	<i>103 122,4</i>	<i>106 818,0</i>	<i>113 732,8</i>	<i>116 245,5</i>	<i>116 257,1</i>	<i>114 754,3</i>	<i>116 450,0</i>	<i>0,2%</i>	<i>2,4%</i>
<b>Autres agents</b>	<b>86 954,2</b>	<b>102 605,9</b>	<b>111 282,3</b>	<b>102 234,2</b>	<b>106 361,5</b>	<b>113 228,8</b>	<b>110 062,9</b>	<b>107 025,5</b>	<b>-5,5%</b>	<b>4,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>22 255,5</b>	<b>26 606,8</b>	<b>31 604,1</b>	<b>30 233,2</b>	<b>26 355,7</b>	<b>35 472,7</b>	<b>31 755,3</b>	<b>30 539,8</b>	<b>-13,9%</b>	<b>1,0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>63 918,1</b>	<b>75 827,6</b>	<b>78 352,2</b>	<b>70 329,8</b>	<b>78 242,5</b>	<b>76 147,8</b>	<b>76 681,1</b>	<b>74 820,4</b>	<b>-1,7%</b>	<b>6,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	4 160,8	4 155,4	4 164,6	4 542,8	4 608,9	4 921,2	4 940,1	4 636,5	-5,8%	2,1%
Placements indexés sur les taux de marché	59 757,3	71 672,2	74 187,7	65 787,0	73 633,6	71 226,6	71 741,0	70 183,9	-1,5%	6,7%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>59 702,0</i>	<i>71 664,7</i>	<i>73 849,7</i>	<i>65 776,3</i>	<i>73 619,6</i>	<i>71 206,8</i>	<i>71 721,2</i>	<i>70 164,1</i>	<i>-1,5%</i>	<i>6,7%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>780,6</b>	<b>171,5</b>	<b>1 326,0</b>	<b>1 671,3</b>	<b>1 763,2</b>	<b>1 608,4</b>	<b>1 626,5</b>	<b>1 665,3</b>	<b>3,5%</b>	<b>-0,4%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>641 606,9</b>	<b>708 874,1</b>	<b>715 080,8</b>	<b>733 166,3</b>	<b>737 412,2</b>	<b>753 720,9</b>	<b>752 912,6</b>	<b>765 979,9</b>	<b>1,6%</b>	<b>4,5%</b>
<b>Dépôts locaux</b>	<b>503 919,5</b>	<b>569 652,1</b>	<b>568 956,8</b>	<b>583 751,7</b>	<b>583 785,6</b>	<b>601 261,4</b>	<b>604 386,2</b>	<b>616 138,7</b>	<b>2,5%</b>	<b>5,5%</b>
Dépôts à vue	246 501,3	255 688,1	273 632,4	286 353,3	272 649,9	289 450,1	297 211,2	312 361,5	7,9%	9,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	85 974,4	89 399,8	92 492,6	98 420,5	99 072,6	101 379,8	99 570,3	102 985,4	1,6%	4,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>81 061,5</i>	<i>84 722,9</i>	<i>87 904,8</i>	<i>93 443,8</i>	<i>93 848,3</i>	<i>95 981,2</i>	<i>94 067,6</i>	<i>97 248,9</i>	<i>1,3%</i>	<i>4,1%</i>
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>412,2</i>	<i>418,1</i>	<i>431,3</i>	<i>466,5</i>	<i>465,0</i>	<i>469,9</i>	<i>468,5</i>	<i>486,1</i>	<i>3,4%</i>	<i>4,2%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>617,3</i>	<i>618,5</i>	<i>629,6</i>	<i>525,5</i>	<i>511,9</i>	<i>509,7</i>	<i>501,4</i>	<i>494,1</i>	<i>-3,1%</i>	<i>-6,0%</i>
<i>dont plan d'épargne logement</i>	<i>3 784,9</i>	<i>3 496,0</i>	<i>3 338,3</i>	<i>3 771,2</i>	<i>4 043,5</i>	<i>4 163,7</i>	<i>4 290,7</i>	<i>4 516,5</i>	<i>8,5%</i>	<i>19,8%</i>
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>98,2</i>	<i>144,2</i>	<i>188,6</i>	<i>213,4</i>	<i>203,9</i>	<i>255,3</i>	<i>242,0</i>	<i>239,8</i>	<i>-6,1%</i>	<i>12,4%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	171 443,8	224 564,3	202 831,8	198 977,9	212 063,2	210 431,5	207 604,7	200 791,9	-4,6%	0,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>171 307,7</i>	<i>216 234,1</i>	<i>198 127,9</i>	<i>178 697,7</i>	<i>187 049,4</i>	<i>180 443,6</i>	<i>177 504,6</i>	<i>171 948,5</i>	<i>-4,7%</i>	<i>-3,8%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>136,1</i>	<i>40,5</i>	<i>39,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>8 289,7</i>	<i>4 664,9</i>	<i>20 280,2</i>	<i>25 013,8</i>	<i>29 987,9</i>	<i>30 100,1</i>	<i>28 843,3</i>	<i>-3,8%</i>	<i>42,2%</i>
<b>Placements hors zone d'émission</b>	<b>137 687,4</b>	<b>139 222,0</b>	<b>146 124,0</b>	<b>149 414,6</b>	<b>153 626,6</b>	<b>152 459,5</b>	<b>148 526,4</b>	<b>149 841,1</b>	<b>-1,7%</b>	<b>0,3%</b>
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>17 467,2</i>	<i>20 440,4</i>	<i>22 082,9</i>	<i>22 413,0</i>	<i>22 100,1</i>	<i>21 871,7</i>	<i>21 589,2</i>	<i>21 412,4</i>	<i>-2,1%</i>	<i>-4,5%</i>
<i>dont actions</i>	<i>2 717,9</i>	<i>3 465,0</i>	<i>4 121,2</i>	<i>3 142,7</i>	<i>3 569,6</i>	<i>3 311,3</i>	<i>2 955,0</i>	<i>2 962,4</i>	<i>-10,5%</i>	<i>-5,7%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>1 268,7</i>	<i>1 444,3</i>	<i>1 940,1</i>	<i>1 929,4</i>	<i>1 878,1</i>	<i>1 746,8</i>	<i>1 708,7</i>	<i>1 685,2</i>	<i>-3,5%</i>	<i>-12,7%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>11 404,7</i>	<i>5 820,0</i>	<i>5 919,5</i>	<i>3 135,4</i>	<i>4 172,4</i>	<i>3 581,9</i>	<i>2 103,3</i>	<i>2 056,0</i>	<i>-42,6%</i>	<i>-34,4%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>4 838,8</i>	<i>4 929,9</i>	<i>5 242,4</i>	<i>5 061,2</i>	<i>5 660,7</i>	<i>5 690,7</i>	<i>5 415,8</i>	<i>5 275,2</i>	<i>-7,3%</i>	<i>4,2%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>99 990,1</i>	<i>103 122,4</i>	<i>106 818,0</i>	<i>113 732,8</i>	<i>116 245,5</i>	<i>116 257,1</i>	<i>114 754,3</i>	<i>116 450,0</i>	<i>0,2%</i>	<i>2,4%</i>

# Les crédits à l'économie

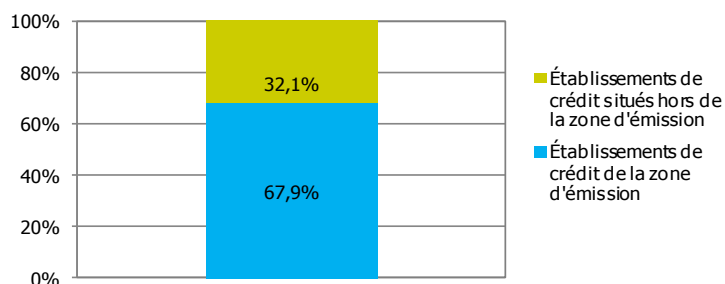
## Établissements de crédit locaux

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	76 400,0	84 305,8	83 318,5	74 775,4	73 826,5	76 324,9	78 300,5	79 477,4	4,1%	6,3%
<i>Créances commerciales</i>	5 012,6	3 440,4	3 541,0	3 428,8	3 866,4	3 082,8	3 272,7	3 187,0	3,4%	-7,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	41 332,0	44 135,3	43 566,3	43 796,8	42 361,8	43 329,8	46 000,2	48 474,0	11,9%	10,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 389,0	1 318,2	1 308,2	1 185,8	1 203,8	1 205,6	1 339,8	1 353,4	12,3%	14,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	30 055,4	36 730,2	36 211,2	27 549,9	27 598,3	29 912,2	29 027,5	27 816,5	-7,0%	1,0%
Crédits d'investissement	168 178,7	174 773,1	175 382,1	184 722,0	183 797,7	183 874,0	184 954,7	185 351,2	0,8%	0,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	159 100,1	165 457,1	166 275,6	175 671,2	174 713,8	175 226,2	176 505,3	176 897,0	1,0%	0,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	9 185,8	8 661,0	8 217,2	5 905,2	5 777,9	5 650,7	5 493,0	5 463,4	-3,3%	-7,5%
<i>Crédit-bail</i>	9 078,6	9 316,0	9 106,5	9 050,7	9 083,9	8 647,8	8 449,4	8 454,2	-2,2%	-6,6%
Crédits à l'habitat	40 525,5	41 984,9	43 142,7	50 084,1	50 477,0	51 076,2	52 031,2	54 284,2	6,3%	8,4%
Autres crédits	12 719,0	14 962,6	16 351,9	13 020,4	12 692,6	12 482,6	12 129,5	11 349,0	-9,1%	-12,8%
<b>Encours sain</b>	<b>297 823,2</b>	<b>316 026,5</b>	<b>318 195,2</b>	<b>322 601,9</b>	<b>320 793,8</b>	<b>323 757,7</b>	<b>327 415,9</b>	<b>330 461,9</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,4%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	61 914,0	63 543,7	63 765,8	63 482,9	62 003,5	61 616,2	62 540,7	62 697,4	1,8%	-1,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	47 950,4	49 893,0	50 025,0	49 083,9	47 319,3	46 972,1	47 250,6	47 823,0	1,8%	-2,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 833,8	3 766,9	3 895,7	4 035,7	4 209,5	4 170,4	4 644,1	4 222,0	1,2%	4,6%
<i>Crédit-bail</i>	10 129,9	9 883,8	9 845,0	10 363,3	10 474,6	10 473,7	10 646,0	10 652,5	1,7%	2,8%
Crédits à l'habitat	249 711,1	259 914,6	259 989,7	264 443,1	267 435,9	268 388,5	272 588,5	278 259,6	3,7%	5,2%
Autres crédits	5 357,2	6 385,9	5 816,8	5 985,8	5 880,9	5 596,0	5 420,9	4 433,9	-20,8%	-25,9%
<b>Encours sain</b>	<b>316 982,3</b>	<b>329 844,2</b>	<b>329 572,2</b>	<b>333 911,8</b>	<b>335 320,3</b>	<b>335 600,7</b>	<b>340 550,2</b>	<b>345 390,9</b>	<b>2,9%</b>	<b>3,4%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	5 146,7	1 764,6	1 441,3	1 424,4	1 672,2	2 310,1	2 266,4	2 053,7	-11,1%	44,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	4 232,3	778,6	429,9	508,9	462,5	1 079,0	1 035,0	1 088,7	0,9%	113,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	914,4	986,0	1 011,5	915,5	1 209,7	1 231,1	1 231,4	965,0	-21,6%	5,4%
Crédits d'investissement	6 737,0	8 200,8	9 030,1	11 440,6	11 491,0	11 597,1	11 232,6	11 414,9	-1,6%	-0,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	6 573,6	8 039,5	8 858,4	11 304,7	11 360,2	11 257,5	10 907,9	11 116,3	-1,3%	-1,7%
Autres crédits			1 000,2	0,0	150,0	50,0	0,0		n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>11 883,7</b>	<b>9 965,3</b>	<b>11 471,6</b>	<b>12 865,0</b>	<b>13 313,2</b>	<b>13 957,2</b>	<b>13 499,0</b>	<b>13 468,5</b>	<b>-3,5%</b>	<b>4,7%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>15 136,5</b>	<b>15 633,4</b>	<b>15 423,9</b>	<b>15 295,3</b>	<b>12 809,6</b>	<b>12 596,9</b>	<b>12 381,9</b>	<b>14 534,5</b>	<b>15,4%</b>	<b>-5,0%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>641 825,7</b>	<b>671 469,4</b>	<b>674 663,0</b>	<b>684 674,1</b>	<b>682 236,8</b>	<b>685 912,5</b>	<b>693 847,0</b>	<b>703 855,8</b>	<b>2,6%</b>	<b>2,8%</b>
Créances douteuses brutes	17 152,0	18 315,8	20 488,7	21 096,9	21 291,5	21 502,8	22 361,6	22 846,9	6,3%	8,3%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 806,1	6 490,9	8 033,5	8 564,0	8 514,7	8 352,7	8 999,4	9 193,7	10,1%	7,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	3 459,3	3 952,4	4 821,1	5 264,1	5 140,2	4 875,4	5 159,9	5 247,5	7,6%	-0,3%
<i>(dt) Ménages</i>	2 197,5	2 424,7	3 200,6	3 294,6	3 307,5	3 413,4	3 833,0	3 940,3	15,4%	19,6%
Provisions	11 345,9	11 824,9	12 455,2	12 532,9	12 776,7	13 150,1	13 362,1	13 653,2	3,8%	8,9%
<b>Encours brut total</b>	<b>658 977,7</b>	<b>689 785,2</b>	<b>695 151,6</b>	<b>705 771,0</b>	<b>703 528,3</b>	<b>707 415,3</b>	<b>716 208,6</b>	<b>726 702,7</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,0%</b>
Taux de créances douteuses	2,6%	2,7%	2,9%	3,0%	3,0%	3,0%	3,1%	3,1%	0,1 pt	0,2 pt
Taux de provisionnement	66,1%	64,6%	60,8%	59,4%	60,0%	61,2%	59,8%	59,8%	-1,4 pt	0,4 pt

## Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	76 468,8	84 621,2	83 637,6	75 075,2	74 119,5	76 984,1	79 745,7	81 002,5	5,2%	7,9%
<i>Créances commerciales</i>	5 012,6	3 440,4	3 541,0	3 428,8	3 866,4	3 082,8	3 272,7	3 187,0	3,4%	-7,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	41 332,0	44 379,0	43 814,0	44 024,2	42 582,2	43 891,5	46 222,7	48 695,8	10,9%	10,6%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	1 389,0	1 318,2	1 308,2	1 185,8	1 203,8	1 205,6	1 339,8	1 353,4	12,3%	14,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	30 124,3	36 801,9	36 282,6	27 622,2	27 670,9	30 009,7	30 250,3	29 119,7	-3,0%	5,4%
Crédits d'investissement	227 189,9	243 402,8	235 172,9	242 294,2	239 696,8	242 526,4	245 113,2	242 869,0	0,1%	0,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	218 029,6	234 011,3	226 017,2	233 196,9	230 568,5	233 836,5	236 624,3	234 305,0	0,2%	0,5%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	9 274,5	8 661,0	8 217,2	5 905,2	5 777,9	5 650,7	5 493,0	5 463,4	-3,3%	-7,5%
<i>Crédit-bail</i>	9 160,3	9 391,5	9 155,7	9 097,3	9 128,3	8 689,9	8 488,9	8 564,0	-1,4%	-5,9%
Crédits à l'habitat	109 371,8	113 487,0	117 498,1	127 083,8	127 297,6	131 082,1	132 084,6	136 937,9	4,5%	7,8%
Autres crédits	13 063,1	15 250,6	16 620,1	13 267,4	12 939,5	12 718,5	12 365,3	11 573,4	-9,0%	-12,8%
<b>Encours sain</b>	<b>426 093,6</b>	<b>456 761,6</b>	<b>452 928,7</b>	<b>457 720,5</b>	<b>454 053,5</b>	<b>463 311,1</b>	<b>469 308,8</b>	<b>472 382,8</b>	<b>2,0%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	71 926,1	73 806,5	74 536,3	74 516,6	72 927,5	72 556,9	73 620,2	73 797,4	1,7%	-1,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	57 962,4	60 155,8	60 795,6	60 117,6	58 243,3	57 912,7	58 330,1	58 923,0	1,7%	-2,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 833,8	3 766,9	3 895,7	4 035,7	4 209,5	4 170,4	4 644,1	4 222,0	1,2%	4,6%
<i>Crédit-bail</i>	10 129,9	9 883,8	9 845,0	10 363,3	10 474,6	10 473,7	10 646,0	10 652,5	1,7%	2,8%
Crédits à l'habitat	313 576,2	323 730,4	329 342,3	337 957,4	341 655,1	343 802,8	349 280,2	360 770,6	4,9%	6,8%
Autres crédits	5 441,4	6 385,9	5 822,8	5 997,5	5 892,5	5 607,3	5 432,1	4 501,8	-19,7%	-24,9%
<b>Encours sain</b>	<b>390 943,7</b>	<b>403 922,7</b>	<b>409 701,4</b>	<b>418 471,5</b>	<b>420 475,0</b>	<b>421 967,0</b>	<b>428 332,5</b>	<b>439 069,9</b>	<b>4,1%</b>	<b>4,9%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	5 146,7	1 764,6	1 441,3	1 424,4	1 672,2	2 310,1	2 266,4	2 053,7	-11,1%	44,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	4 232,3	778,6	429,9	508,9	462,5	1 079,0	1 035,0	1 088,7	0,9%	113,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	914,4	986,0	1 011,5	915,5	1 209,7	1 231,1	1 231,4	965,0	-21,6%	5,4%
Crédits d'investissement	51 643,6	58 135,4	71 469,7	92 643,1	92 916,8	96 684,3	96 641,3	103 400,0	6,9%	11,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	51 480,3	57 974,1	71 298,0	92 507,2	92 786,0	96 344,7	96 316,6	103 101,5	7,0%	11,5%
Autres crédits	179,5	160,3	1 151,6	142,6	291,8	188,1	137,4	135,7	-27,9%	-4,9%
<b>Encours sain</b>	<b>56 974,8</b>	<b>60 060,2</b>	<b>74 062,6</b>	<b>94 210,1</b>	<b>94 880,8</b>	<b>99 182,5</b>	<b>99 045,1</b>	<b>105 589,4</b>	<b>6,5%</b>	<b>12,1%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>15 438,2</b>	<b>16 068,6</b>	<b>15 715,1</b>	<b>15 589,7</b>	<b>18 740,1</b>	<b>18 011,1</b>	<b>18 207,1</b>	<b>19 826,5</b>	<b>10,1%</b>	<b>27,2%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>889 450,2</b>	<b>936 813,2</b>	<b>952 407,8</b>	<b>985 991,8</b>	<b>988 149,3</b>	<b>1 002 471,6</b>	<b>1 014 893,4</b>	<b>1 036 868,6</b>	<b>3,4%</b>	<b>5,2%</b>
dont ECHZE	247 624,5	265 343,8	277 744,9	301 317,7	305 912,5	316 559,2	321 046,4	333 012,8	5,2%	10,5%
Créances douteuses brutes	18 138,4	19 022,2	29 610,7	29 379,6	29 539,1	29 838,6	30 790,3	31 529,0	5,7%	7,3%
<i>Créances douteuses nettes</i>	6 792,6	7 197,3	16 612,2	15 928,1	16 259,9	15 998,6	16 769,0	14 546,8	-9,1%	-8,7%
(dt) <i>Entreprises</i>	3 761,2	3 952,4	12 647,1	11 887,5	12 081,9	11 714,6	11 961,2	9 445,9	-19,4%	-20,5%
(dt) <i>Ménages</i>	2 882,0	3 131,1	3 953,2	4 035,2	4 110,9	4 220,0	4 801,3	5 094,9	20,7%	26,3%
Provisions	11 345,9	11 824,9	12 998,5	13 451,5	13 279,2	13 840,0	14 021,2	16 982,2	22,7%	26,2%
<b>Encours brut total</b>	<b>907 588,6</b>	<b>955 835,4</b>	<b>982 018,6</b>	<b>1 015 371,4</b>	<b>1 017 688,4</b>	<b>1 032 310,2</b>	<b>1 045 683,7</b>	<b>1 068 397,6</b>	<b>3,5%</b>	<b>5,2%</b>
Taux de créances douteuses	2,0%	2,0%	3,0%	2,9%	2,9%	2,9%	2,9%	3,0%	0,1 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	62,6%	62,2%	43,9%	45,8%	45,0%	46,4%	45,5%	53,9%	7,5 pt	8,1 pt

### Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)